

AMMAR BELHIMER, MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT :

**"L'ALGÉRIE FAIT L'OBJET D'UN FLOT
ININTERROMPU D'AGRESSIONS VERBALES
QUI NOUS PARVIENNENT DE FRANCE"**

Page 2

BILAN DE CORONAVIRUS

**953 NOUVEAUX
CAS EN ALGÉRIE
EN 24 HEURES**

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4143 | Mercredi 2 décembre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**ANCIEN ARCHEVÊQUE
D'ALGER**

**MONSEIGNEUR
HENRI TEISSIER
TIRE SA DERNIÈRE
RÉVÉRENCE**

Page 16

IL REGAGNERA LE PAYS DANS LES PROCHAINS JOURS

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ANNONCE SON RETOUR

Pages 3



NABIL BENTALEB VICTIME
DE RACISME EN ALLEMAGNE

**BELMADI
DÉNONCE**

Page 16

JIJEL

**DEUX
TERRORISTES
ABATTUS AU
COURS D'UN
ACCROCHAGE**

Page 4



3

*individus arrêtés
pour l'incendie de
la forêt d'El-Kettif
à Aïn-Témouchent.*

63

*mille souscripteurs
AADL 2 dans 33
wilayas ont fait
le choix du site.*

100

*mille arbres
à planter par
l'OAPTAT à travers
le territoire national.*

Forte participation au cross "Challenge du nombre" de l'ANP

La traditionnelle course dite "Challenge du nombre de l'ANP", qui s'est déroulée jeudi dernier dans les différentes Régions militaires pour le compte de l'édition 2020, a été marquée par une forte participation.

Ces compétitions sportives, qui sont devenues une véritable tradition, visent la promotion des relations entre les personnels militaires dans le cadre de la fraternité par le sport, la relance de la pratique sportive et l'éducation physique au sein de l'ANP, ainsi que l'évaluation de la préparation physique de ses éléments au sein de leurs unités respectives. Quelque 1.300 participants représentant les différentes directions régionales, services et cellules affiliés à la 1^{re} Région militaire étaient présents à Blida. Cette compétition a comporté trois courses chez les hommes selon les catégories d'âge suivantes : moins de 28 ans, les 28-35 ans et les plus de 35 ans. Une course pour les dames était aussi au programme. A Oran, plus de 1.000 coureurs ont pris part au cross disputé au niveau du parcours du 2^e régiment de transport et de la circulation routière Chahid-



Belkacem-Hadadene relevant de la 2^e Région militaire. La compétition a comporté trois courses en messieurs sur des distances de 7 à 12 kilomètres selon les catégories d'âge suivantes : 18-28 ans (12 km), 28-35 ans (10 km) et les plus de 35 ans (7 km).

Un laboratoire privé de dépistage de la Covid-19 ouvre à Aïn-Oulmène



Un laboratoire privé consacré au dépistage de la Covid-19 a ouvert dans la commune d'Aïn Oulmène, au sud de Sétif. Cette nouvelle structure est équipée des derniers appareils de dépis-

tage du SARS-Cov-2 permettant de réaliser 250 analyses par jour. Ce nouveau laboratoire permettra de réduire la pression sur les laboratoires du chef-lieu et mettra fin aux déplacements des patients de la région Sud vers la ville de Sétif, permettant ainsi de réduire le temps d'obtention des résultats des analyses et pouvoir mieux lutter contre la circulation du virus.

La directrice du laboratoire et spécialiste en hématologie, Dr Meriem Djilani, a fait état de l'existence de contacts avec les services de la daïra de Aïn-Oulmène en vue de la prise en charge des nécessiteux de la région à des prix symboliques. Elle a également fait savoir que le laboratoire proposera des prestations au profit de 3 daïras : Aïn-Oulmène, Aïn-Azal et Salah-Bey, lesquelles renferment 13 communes. Avec la mise en service de ce laboratoire, la wilaya de Sétif dispose désormais de 2 laboratoires privés de dépistage du coronavirus d'une capacité chacun de 250 analyses par jour et de 2 laboratoires publics, l'un au niveau du CHU Mohamed-Abdenour Saâda et l'autre au niveau du centre de cancérologie El-Bez.

Arrêt de la diffusion télévisuelle analogique dans 5 wilayas

La diffusion télévisuelle par système analogique a cessé, jeudi dernier, dans cinq wilayas dans le cadre du passage au système TV numérique terrestre, a indiqué à Sidi Bel-Abbès la chef de département communication de l'établissement public de la diffusion radiophonique et télévisuelle algérien, Saliha Benziada. Dans une déclaration à la presse en marge de l'opération d'arrêt de la diffusion télévisuelle du système analogique terrestre à partir de la station de diffusion de Tessala à Sidi Bel-Abbès, Mme Benziada a indiqué que l'arrêt concerne également les wilayas d'Aïn-Témouchent, Mascara, Saïda et Ouargla.

Ces wilayas entrent dans le cadre de la seconde phase de l'opération d'arrêt de la diffusion télévisuelle du système analogique, entamée le 17 novembre en cours pour 19 wilayas pour s'achever le 24 décembre prochain dans la wilaya de Bouira. La 1^{re} phase a été entamée le 17 juin dernier en vertu du rendez-vous fixé avec l'Union internationale des communications et avait concerné cinq wilayas. La 3^e et dernière phase du passage de l'analogique vers le numérique terrestre sera pro-



grammée durant le 1^{er} trimestre 2021 et verra le passage total au système numérique terrestre (TNT) entamé en 2010.

Dr Mohamed Bekat Berkani :

*"L'Algérie préfère attendre le feu vert
de l'Organisation mondiale de la santé pour
se prononcer sur le vaccin antiCovid qu'elle
considérera comme le plus efficace
et le moins nocif."*

D
I
X
I
t

Au Japon, un robot vous invite à porter la... bavette

Dans une boutique de sport d'Osaka, le robot Robovie est capable d'identifier les clients qui ne portent pas de masque ou qui se tiennent en file trop serrée.

"Pardon de vous déranger, mais pourriez-vous porter un masque?", demande le petit humanoïde juché sur deux roues après s'être approché d'un client au visage découvert, dans une vidéo mise en ligne par ses constructeurs.

"Merci de votre compréhension", poursuit le robot en inclinant sa tête quand son interlocuteur s'exécute.

Un escape game propose de tuer... Macron

Avec son escape game politique, proposant de sauver ou tuer

Emmanuel Macron, Camille voulait "tester les limites de la démocratie". Un mois plus tard, elle a sans doute son avis sur la question.

La gérante de l'établissement Arkanes Live Escape, située à Toulouse, a été entendue durant sept heures par la police locale pour ce jeu satirique et subi une perquisition. Ressortie libre de cet interrogatoire, la patronne n'en a pas pour autant fini avec cette histoire. Elle doit maintenant recueillir cinq témoignages de clients attestant qu'elle n'a jamais incité à assassiner le chef de l'Etat.

1^{RE} RÉGION MILITAIRE

Chanegriha effectue une visite de travail à la Base centrale logistique à Béni-Merrad

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué mardi une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique "Chahid Mohammed Saoudi", dit "Si Mustapha", à Béni-Merrad, en 1^{re} Région militaire, dans le cadre du suivi du degré d'exécution du plan de rénovation et de modernisation des matériels et moyens développés au niveau de cette grande base.

PAR RAYAN NASSIM

Un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN) a indiqué : "Après la cérémonie d'accueil, le général de Corps d'Armée, accompagné du général-major Sidane Ali, Commandant de la 1^{re} Région militaire, et du général-major Seddiki Smaïl, Directeur central du matériel, a suivi un exposé présenté par le Commandant de la Base relatif à ses diverses activités, avant de rencontrer les cadres et personnels de la Base centrale logistique". A cette occasion, le chef d'Etat-major a prononcé une allocution d'orientation, à travers laquelle "il a souligné la détermination du Haut Commandement de l'ANP, à faire de cet établissement industriel pionnier une rampe de lancement réelle pour le développement d'une industrie militaire prometteuse, à même de promouvoir les capacités tactico-opérationnelles des unités du Corps de bataille terrestre", souligne le communiqué. "A l'occasion de la visite de



travail et d'inspection que j'effectue à la Base centrale logistique, en 1^{re} Région militaire, il me plaît de me retrouver parmi vous, cadres et personnels militaires et civils et de vous assurer de la détermination du Haut Commandement de l'ANP, à faire de cet établissement industriel pionnier, considéré comme un pôle industriel stratégique par excellence, au même titre que les autres établissements industriels", a affirmé le général de Corps d'Armée. Il s'agit d'"une rampe de lancement réelle pour le développement d'une industrie militaire prometteuse, à même de promouvoir les capacités tactico-opérationnelles des unités du Corps de Bataille Terrestre et ce, en avançant à pas fermes et étudiés vers la concrétisation des objectifs tracés, dans ce domaine, notamment en matière de rénovation et de modernisation des matériels militaires et de promotion du proces-

sus de soutien technique et logistique au niveau escompté", a-t-il fait savoir. "A ce titre, a-t-il dit, je tiens à vous saluer, mesdames et messieurs, pour votre abnégation au travail, pour vos efforts soutenus ayant permis d'atteindre ce niveau élevé, ainsi que pour la réalisation de ces importants exploits, en termes de rénovation et de développement, qui correspondent parfaitement aux aspirations du Haut Commandement, qui a pour objectif majeur de construire une armée puissante et moderne, qui maîtrise les technologies modernes et qui est en mesure de faire face à tous les défis". Le général de Corps d'Armée a souligné, que, "mu par sa conviction que le défi dans le monde d'aujourd'hui est celui de la connaissance et de la maîtrise de la technologie, et que ces deux éléments étaient importants pour la souveraineté des

nations, le Haut Commandement a décidé de s'engager dans le développement de l'industrie militaire, en vue de satisfaire les besoins de l'ANP en produits logistiques et de soutien locaux, et de contribuer, par la même, à la relance de l'industrie nationale", ajoute le communiqué du MDN. "En vue de la concrétisation de cette approche nationale perspicace, et convaincus que nous sommes, que le défi dans le monde d'aujourd'hui est celui de la connaissance et de la maîtrise de la technologie, en ce sens que ces deux éléments sont importants pour la souveraineté des nations et constituent une condition essentielle pour la préservation de leur sécurité et de leur stabilité, nous nous sommes engagés dans le développement de l'industrie militaire, en vue de satisfaire les besoins de l'ANP en produits logistiques et de soutien locaux, et de contribuer, par la même, à relancer l'industrie nationale et favoriser son intégration stratégique, à travers des projets ambitieux et prometteurs", a souligné le chef d'Etat-major de l'ANP. "Nous avons adopté ce choix judicieux, en se basant sur une vision industrielle qui permet d'économiser les ressources financières et qui contribue au développement socio-économique du pays. Il s'agit d'une stratégie de défense, qui vise à contribuer au développement du tissu industriel de notre pays, à soutenir l'effort national en termes de diversification économique, à créer des postes d'emploi, à réaliser un produit industriel national compétitif, en sus de réduire, ne serait-ce que partiellement et progressivement, notre dépendance technologique vis-à-vis de l'extérieur", a-t-il relevé. Le général de Corps d'Armée a mis en évidence, que "ce choix s'est matérialisé sur le terrain, à travers la création d'entreprises économiques, à caractère industriel et commercial, à l'instar de la BCL/Béni-Merrad/1^{re} RM".

R. N.

RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN VISANT L'ALGÉRIE

"Malhonnête et calomnieuse", pour Brahim Zitouni

La résolution, récente, du Parlement européen critiquant la situation des droits de l'Homme en Algérie, ne cesse de susciter de vives critiques au sein du gouvernement et de la société civile, lesquels la perçoivent comme une ingérence intolérable dans les affaires de l'Etat Algérien. Pour l'analyste politique, Brahim Zitouni, les griefs contenus dans cette résolution s'apparentent, au-delà de l'ingérence, "à de la calomnie et de la malhonnêteté intellectuelle". Il y décèle, en outre, des contre-vérités visant à provoquer l'"effondrement" de l'Algérie. Accueilli, hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, celui-ci observe que la réaction à cette résolution, de la part du ministère des Affaires étrangères et des partis politiques, dans leur ensemble, "est salutaire", parce que signifiant nettement à ses auteurs, le refus de pareilles injonctions. A travers l'usage qui est fait par le Parlement Européen "de l'idéologie des Droits de l'homme", M. Brahim Zitouni relève un aspect aussi important que l'est l'intervention militaire. Il y décèle les mêmes méthodes de déstabilisation utili-

sées, du temps de la colonisation, par le Parti Socialiste Français. Pour lui, "le combat est très clair". Par le biais de la pression militaire exercée à ses frontières, en Libye et au Sahara occidental, ainsi que du rapport culturel "qu'on cherche à lui imposer", l'intervenant pointe du doigt la France, comme premier responsable de ces attaques, y voyant son désir de s'imposer dans l'industrie automobile en Algérie et ne digérant pas le fait

que celle-ci se tourne vers d'autres partenaires pour assurer son approvisionnement en céréales. "C'est, commente-t-il, comme si on voulait nous dire qu'il faut les importer de France". Cette concomitance des choses, observe l'invité, démontre "une pression de l'Hexagone sur l'Algérie à différents niveaux", militaires mais également culturels, "en notre défaveur". C'est, déclare-t-il, par ailleurs, parce que

des "intérêts énormes" de membres de l'Union européenne sont malmenés, que ce type d'interventionnisme a tendance à se répéter de manière cyclique à l'endroit de l'Algérie. Il estime, d'autre part, que c'est le souffle du Hirak qui donne à l'Etat Algérien, la force de pouvoir se dresser contre de telles manœuvres, en dessinant un consensus au sein de la société civile pour les dénoncer. R. N.



SUR LA VOIE DE LA GUÉRISON Le président Tebboune annonce son retour

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est sur la voie de la guérison et regagnera le pays dans les tout prochains jours, a indiqué lundi la présidence de la République dans un communiqué. "Conformément aux recommandations du staff médical, le président de la

République, Abdelmadjid Tebboune, qui poursuit sa convalescence après avoir quitté l'hôpital spécialisé en Allemagne, rassure le peuple algérien qu'il est à présent sur la voie de la guérison et qu'il regagnera le pays dans les tous prochains jours", précise le communiqué.

APS

PÉTROLE

L'OPEP opte pour la poursuite des consultations pour un consensus

Les 13 pays membres de l'Organisation des pays explorateurs de pétrole (Opep) ont convenu de poursuivre les consultations avec leurs alliés pour arriver à un consensus adapté au marché pétrolier avant de se réunir à nouveau jeudi prochain dans le cadre de l'Opep+, a annoncé hier, le ministre de l'Energie et président de la conférence de l'OPEP, Abdelmadjid Attar, dans une déclaration à Radio Algérie Internationale (RAI).

PAR RIAD EL HADI

"Il a été convenu de poursuivre les consultations avec les pays Non-Opep participants à la Déclaration de Coopération avant de se réunir à nouveau autour d'un consensus adapté à la demande pétrolière, au marché, et à l'ensemble des pays producteurs", a précisé M. Attar.

Il a, à ce propos expliqué, que pour permettre à ces consultations d'avoir lieu, il a été "jugé préférable de donner plus de temps à ces consultations et de reporter la réunion de l'Opep+ au jeudi 3 décembre 2020".

Pour le président de la Conférence de l'Opep, le maintien des consultations et le



report de la réunion à jeudi est "une démonstration de la volonté de tous d'aboutir à un consensus". M. Attar a de nouveau exprimé son optimisme par rapport à l'aboutissement à un consensus en déclarant qu'"après les discussions d'hier (180ème réunion de la Conférence de l'Opep), qui ont parfaitement mis en évidence une convergence des points de vue des pays membres de l'Opep, je suis encore plus optimiste que nous réussirons tous ensemble à aboutir à un consensus".

L'Algérie œuvrera à arriver à un consensus

S'agissant de la position de l'Algérie qui préside cette année la Conférence de l'Opep, il a affirmé qu'elle continuera ses consultations et œuvrera à arriver vers un consensus. "Notre position est claire.

Nous restons à l'écoute de tous et nous sommes flexibles", a-t-il soutenu.

Revenant à la 180e réunion ministérielle de la Conférence de l'Opep, tenue lundi par vidéoconférence, il a jugé que cette réunion a été très "constructive" et a donné lieu à un riche échange de points de vue sur la situation du marché.

Selon le ministre, le marché pétrolier nécessite toujours de la prudence même si sur le plan sanitaire il y a de plus en plus de bonnes nouvelles indiquant la possibilité d'allègements des mesures de confinement à travers le monde, et par conséquent une possible reprise économique à travers le monde. Pour rappel, les discussions officielles des membres de l'Opep ont été entamées lundi, mais il a été décidé de poursuivre les consultations mardi avant de tenir la 12e réunion ministérielle des pays

membres de l'Opep et Non Opep participants à la Déclaration de coopération.

Ainsi, les discussions autour des mesures adéquates à prendre pour faire face à l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie mondiale et le marché pétrolier restent ouvertes, sachant que la décision finale sur une prolongation de seuil des baisses de production pétrolière des signataires de l'accord d'avril dernier, voire une autre option, reviendra à la réunion de Opep+.

Les réunions de l'Opep ont été précédées dimanche par des discussions entre les pays concernés, lors desquelles certains membres ont émis des réserves sur la possibilité de prolonger le retrait actuel du marché à savoir de 7,7 mb/j, pour une durée de trois mois supplémentaires, c'est-à-dire du 1er janvier jusqu'à la fin mars 2021.

L'Opep et ses alliés devaient initialement commencer en janvier 2021 à assouplir l'encadrement de leur production, pour augmenter celle-ci de deux millions de barils par jour (bpj) dans un premier temps, mais la deuxième vague de la pandémie de coronavirus qui pèse sur la demande mondiale de brut, a conduit les producteurs de l'Opep à réfléchir aux mesures adéquates pour s'adapter aux données du marché pétrolier mondial.

L'accord en vigueur a été entamé en début mai dernier avec une réduction de la production pétrolière de 9,7 mb/j.

Et c'est lors des réunions ministérielles de l'Opep et Non Opep de juin dernier qu'il a décidé de reconduire la baisse de la production de 9,6 mbj, prévue initialement pour mai et juin, jusqu'au 31 juillet 2020.

Cette mesure a été assouplie depuis début août dernier en passant à une réduction de 7,7 mbj qui devrait, selon les termes de l'accord, continuer jusqu'à fin décembre 2020 avant de passer à une baisse de 5,8 mb/j en début 2021.

R. E.

PAR IDIR AMMOUR

Depuis quelques mois, plusieurs laboratoires se livrent à une course folle pour mettre au point le premier vaccin contre la Covid-19. Après l'annonce de leurs découvertes, ces vaccins ont donc redonné une lueur d'espoir à un monde qui vivait déjà dans le flou. Maintenant, il est clair que plusieurs pays sont en course et se bousculent pour acquérir les quantités de vaccins. Dans cette compétition planétaire, aux enjeux financiers énormes, chaque laboratoire tente d'occuper le terrain avec son vaccin en vue de récolter le maximum de précommandes. Mais la question qui intéresse plus les Algériens est : Où en est l'Algérie dans cette

"course" ? Le docteur Bekkat Berkani s'explique sur les ondes de la Chaîne 3. L'expert déclare que l'Algérie se prépare à passer commande, sous certaines conditions toutefois. Plus explicite, le docteur Bekkat a, d'un ton rassurant, indiqué que toutes les dispositions d'acquisition du vaccin ont été passées en revue.

Il s'agit de "l'acquisition des doses de vaccin, leur acheminement vers le pays et leur distribution aux centres chargés des opérations de vaccination", a-t-il détaillé. Selon lui, toujours, l'Algérie choisira le vaccin "qui doit être le plus efficace, tout en n'étant pas trop cher et pas nocif, c'est-à-dire ne pas avoir d'effets secondaires graves". Ce n'est pas tout. L'autre bonne nouvelle est la gratuité du vaccin. "Oui, le

vaccin sera distribué gratuitement", a-t-il affirmé lors de son passage à l'émission L'Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio nationale. Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, l'intervenant a aussi annoncé que "les premières opérations de vaccination pourraient débuter dans le courant du mois de janvier, une fois, que l'OMS se soit définitivement prononcée". Toujours dans le même registre, l'invité de la rédaction fait savoir que la vaccination, qui ciblera le plus grand nombre de la population, se fera par ordre de priorité, identifiant, sous cet angle, les personnels soignants, les personnes âgées ainsi que les personnes souffrant de maladies chroniques.

I. A.

SELON MOHAMED CHERIF BELMIHOUB

500.000 emplois perdus à cause de la pandémie

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Prospective, Mohamed Cherif Belmioub, a estimé hier à 500.000, le nombre d'emplois perdus en Algérie à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19).

"On n'a pas des chiffres officiels mais on peut estimer la perte d'emploi à 500 000 postes minimum", a indiqué le ministre délégué dans une déclaration à la Chaîne 3. Belmioub a précisé que parmi les secteurs les plus touchés, celui des services de base, restaurants et cafétérias, qui

emploi beaucoup de monde. "La chute des activités dans ce secteur avoisine les 88 %, selon des données officielles de l'Office national des statistiques", a-t-il dit. Le ministre délégué a indiqué, que le deuxième secteur très impacté c'est le BTPH avec une baisse d'activité de 20 à 25%.

Le gouvernement a lancé une enquête qui devrait aboutir à l'identification de l'impact de la crise sanitaire sur les ménages et sur les entreprises dont les résultats de cette étude devraient être

dévoilés en janvier 2021, a-t-il fait savoir. Belmioub a indiqué à propos du bureau qui devrait dérouler l'enquête, qu'il devait être choisi dans le courant de la première semaine de décembre et il entamera les travaux de l'enquête juste après.

"On pourra avoir les premiers résultats à la mi-janvier", a-t-il précisé avant de conclure : "Jusqu'à présent le gouvernement s'est basé sur des données qui manquaient de précisions d'où l'urgence de cette étude".

R. N.

JIJEL

Deux terroristes abattus au cours d'un accrochage

Deux terroristes ont été abattus par l'Armée après un accrochage avec un groupe terroriste hier mardi 1er décembre à El Anseur, dans la wilaya de Jijel, a indiqué le MDN dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de recherche et de ratissage menée dans la localité d'Oued Bouayache près de la commune d'El-Anceur à Jijel, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, aujourd'hui 1er décembre, deux terroristes, suite à un accrochage avec un dangereux groupe terroriste", a précisé le MDN.

Trois pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, cinq chargeurs garnis, une grenade et un panneau photovoltaïque, ainsi que 12 sacs-à-dos contenant une grande quantité de munitions, sept appareils de communication, des effets vestimentaires et des médicaments ont été récupérés à l'issue de cette opération, a ajouté le MDN.

R. N.

EDUCATION

Une prime de 50.000 DA pour indemniser le personnel touché par la Covid-19

La Commission nationale des Œuvres sociales des travailleurs de l'éducation (CNOSTE), a pris la mesure d'instaurer des primes et des d'indemnités, au profit du personnel du secteur infecté à la Covid-19, et ce dans l'objectif de contribuer à la réduction de la facture des soins, a indiqué le président de la CNOSTE, Mustapha Benouis.

PAR CHAHINE ASTOUATI

" Il a été décidé d'octroyer des aides au profit du personnel du secteur de l'Education au niveau national, pour les cas dont l'état de santé est jugé critique, lesquelles s'inscrivent dans le cadre de la solidarité avec les fonctionnaires en cette conjoncture exceptionnelle et ce à travers l'institution d'une prime de risque, ou prime covid-19, estimée à 50.000 DA au profit des enseignants et des fonctionnaires testés positifs", a déclaré à l'APS M. Benouis.

Selon le même responsable, le concerné doit se rapprocher de la CNOSTE ou des commissions de wilayas pour le dépôt de son dossier médical avant de procéder au versement de cette prime sur son compte. Il a été décidé, en outre, de prendre en charge 50% des frais liés aux tests covid-19, notamment le test PCR ou scanner, a-t-il assuré, soulignant que la CNOSTE a signé une convention avec plusieurs laboratoires et cliniques privés au niveau national pour l'indemnisation des fonctionnaires atteints du nouveau coronavirus. Si le test est effectué dans l'un des



laboratoires conventionnés, ce taux (50%) est prélevé directement et le concerné devra payer les 50% restants, à la condition d'être titulaire d'une carte de prise en charge, a poursuivi M. Benouis.

Dans le cas où ces analyses sont effectuées dans un laboratoire ou une clinique non conventionnés, l'indemnisation de 50% "demeure maintenue". Néanmoins, le versement de ce montant sur le compte de la personne concernée prendra du temps, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Benouis a rappelé les œuvres sociales "importantes" dont bénéficient le personnel du secteur, les retraités et les familles prises en charge.

Il s'agit de la pension d'orphelin qui est une pension annuelle comprenant les primes de scolarité, de l'Aid El-Fitr et de l'Aid El-Adha qui sont accordées en une seule fois. Elle s'élève à 9.000 Da dans le cas où l'un des parents relève du secteur et à 12.000 Da, si les deux parents relèvent

du secteur. Il s'agit également d'autres allocations et primes notamment de décès et de veuvage.

Concernant la prime de départ, il a fait état de 15.000 dossiers au niveau national, dont les titulaires bénéficieront de cette prime d'ici la fin de l'année en cours (31 décembre 2020).

Il a également souligné l'importance des "prêts sociaux" accordés par le Comité au personnel du secteur, ayant pour motif le mariage et l'achat ou la construction de logements, ainsi que le prêt exceptionnel, relevant que ce dernier était "gelé" depuis 2015.

Le ministère de l'Education nationale avait élargi l'accès à la prise en charge des différentes demandes des œuvres sociales pour le personnel du secteur, de manière à contribuer à l'amélioration de leur pouvoir d'achat conformément aux exigences légales en vigueur.

C. A.

LES SYNDICATS DE L'ÉDUCATION MONTENT AU CRÉNEAU L'argent des œuvres sociales doit être débloqué

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les syndicats de l'éducation ont appelé le ministère à lever tout gel sur le budget des œuvres sociales. Avec la crise sanitaire actuelle et les dossiers en attente, les besoins en financement des retraités et des prises en charges médicales est plus que crucial.

L'Unpef et le Snapest ont adressé des appels à la tutelle dans leurs sites officiels pour "la levée de toute suspension sur les budgets des œuvres sociales bloqués depuis des mois", en affirmant que "le personnel de l'éducation est en attente des primes et des prises en charge médicales qui sont directement financés par les œuvres sociales".

En effet, la Commission nationale chargée des œuvres sociales a estimé que "les dossiers qui se sont accumulés représentent 45.000 depuis 2016 et doivent être traités

selon les besoins du secteur".

Les œuvres sociales selon cette commission touchent "aux demandes de financement de logement, de retraite ou de prise en charge de maladies chroniques". Il faut compter également la prime spéciale anti-Covid, estimée à 5 millions de centimes pour chaque employé touché par le virus. Mais faute de budget pour l'année 2020, la plupart des dossiers ont été suspendus et relégués à terme, sachant que 50% de ce budget, selon la commission nationale, est consacré à la solidarité avec les bas salaires et la médecine du travail alors qu'une autre partie de ce budget sert de contribution aux retraites sachant que la retraite proportionnelle a été supprimée.

Ce qui fait que beaucoup de fonctionnaires attendent des fins de mois uniquement sur la base de ces budgets.

Il faut rappeler que le budget des œuvres sociales du secteur de l'éducation a été gelé

depuis l'année dernière, suite aux conclusions de la commission nationale qui a rendu un rapport où elle mentionne des "dysfonctionnements dans la répartition et irrégularités dans sa gestion".

Ce qui a poussé l'autorité de tutelle, à geler le budget de 2019 et de 2020 pour une durée indéterminée.

La commission nationale estime que "ce gel devait être momentané", et ne devait aucunement s'inscrire dans la durée car les besoins du secteur sont énormes.

Les estimations de ces arriérés de paiement sont de 1.000 milliards de centimes qui doivent être débloqués en urgence souligne la commission.

La balle est actuellement entre les mains du ministre de l'Education nationale qui a promis il y a quelques semaines d'y remédier à la situation avant la fin de cette année.

F. A.

ACQUISITION DU VACCIN ANTI-COVID

Le Pr Ryad Mahyaoui dévoile les critères

Le professeur Ryad Mahyaoui Membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, a révélé hier qui sont les groupes qui recevront le vaccin en premier en Algérie.

Lors de son intervention à la radio nationale, le Pr Mahyaoui a déclaré, que les professionnels de santé seraient les premiers à bénéficier du vaccin, aux côtés des citoyens souffrant de maladies chroniques et des personnes âgées. Il a souligné, que le gouvernement n'a pas encore élaboré de plan de vaccination et que les structures qui recevront les citoyens à cet effet n'ont pas été déterminées.

D'autre part, M. Mahyaoui a souligné que l'acquisition du vaccin sera soumise à des conditions et des normes strictes, qu'elle soit liée à son efficacité ou à des effets secondaires à court ou à long terme sur la santé humaine. Il a confirmé que les autorités suivaient les développements de la commercialisation du vaccin anti-virus corona. Il a souligné que le gouvernement est en contact avec un certain nombre de laboratoires internationaux, tels que Pfizer et Zeneca, ainsi qu'avec des représentations diplomatiques, afin de fournir le vaccin le plus rapidement possible.

Le membre du Comité scientifique a également évoqué les obstacles que le pays peut rencontrer pour acquérir le vaccin, expliquant que la question est liée à la quantité. En revanche, il a déclaré que le nombre de contaminés au coronavirus avait diminué au cours des deux derniers jours par rapport aux jours précédents. Il a souligné qu'il s'agissait d'une indication positive et d'une preuve que les mesures prises par les pouvoirs publics commencent à porter leurs fruits.

PRÉVU SAMEDI PROCHAIN PAR VOIE TERRESTRE

Vers le retour des étudiants algériens de Tunisie

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué, hier dans un communiqué, que le retour des étudiants algériens boursiers et non boursiers en formation résidentielle en Tunisie, aura lieu le samedi 5 décembre à 10h00, par voie terrestre, à partir de Annaba.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique "tient à informer les étudiants algériens boursiers et non boursiers en formation résidentielle en Tunisie, et dont la liste est publiée sur le site web du ministère et des conférences régionales, que le retour sera organisé le samedi 5 décembre 2020 à 10h00, par voie terrestre", précise le communiqué.

Les étudiants concernés "sont invités à effectuer impérativement un test PCR au niveau de leur lieu de résidence avant le départ, (et de) présenter à leur arrivée à la frontière, une copie du test PCR + négatif+ d'une durée de validité n'excédant pas 72 heures", ajoute la même source.

Les étudiants sont appelés, également, à "se présenter le vendredi 4 décembre à la cité universitaire +Bouhadi+ de Annaba, où ils seront hébergés et regroupés", et à "prendre le départ de façon groupée, le samedi 5 décembre à 7h00 du matin, par des moyens de transport mis à disposition par les œuvres universitaires", conclut le communiqué.

R. N.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI-OUZOU
DAÏRA DE OUAGUENOUN
COMMUNE DE OUAGUENOUN

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE**NIF : 096315249029029**

Le Président de l'APC de Ouaguenoun informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°01/2020 paru dans les quotidiens : le Midi libre, en langue française, et Echourouk en langue arabe, du 07.09.2020, relatif à la réalisation du projet cité ci-dessous, qu'à l'issue de l'évaluation des offres, l'attribution provisoire du marché est prononcé comme suit :

Projet	Entreprise	Adresse	Note technique	Montant (TTC) en DA	Délai	Nif de l'attributaire
Réalisation d'un groupe scolaire type D à Tamsa commune Ouaguenoun	SARL GRIM Construction	Zhoun sud Quartier B Ilot 06 N°08 Nlle ville Tizi-Ouzou	25	124 935 000,05	14 mois	000615004654305

Un délai de 10 jours est accordé aux soumissionnaires pour toute éventuelle réclamation, à compter de la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public.

Midi Libre n° 4143 - Mercredi 2 décembre 2020 - Anep 2016 019 425

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE ROUIBA
COMMUNE DE ROUIBA

Nif 41000 20000 160850 1037**AVIS DE PROLONGATION DE DELAI**

Conformément aux dispositions de l'article 66 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et délégation des services publics. Le Président de l'assemblée populaire communale de Rouiba, porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres restreint N°14/2020, paru dans les journaux : Midi libre du 09/11/2020 et أخبار الوطن du 08/11/2020 /08/2020 portant l'opération suivante :

Travaux d'Aménagement des Ecoles :

- LOT 03 : Travaux d'Aménagement Ecole Moufdi Zakaria .**
LOT 07 : Travaux d'Aménagement Ecole 1540 LOGTS -A- .
LOT 08 : Travaux d'Aménagement Ecole 1540 LOGTS -B- .
LOT 09 : Travaux d'Aménagement Ecole 1540 LOGTS -C- .
LOT 10: Travaux d'aménagement Ecole L'ARBI BEN MHIDI .
LOT 11: Travaux d'Aménagement Ecole El Aourass .
LOT 12: Travaux d'Aménagement Ecole haouchin aissa Haouche .

L'opération prévue le 08/11/2020 est reportée au 23/11/2020 motif : mise à l'arrêt des services de la commune 14 jours du 09/11/2020 au 22/11/2020 cause de la pandémie (COVID 19). Le retrait des cahiers des charges aura lieu le 23/11/2020.

Midi Libre n° 4143 - Mercredi 2 décembre 2020 - Anep 2016 019 556

MIDI

QUOTIDIEN ALGERIEN DE L'INFORMATION



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

ENERGIES RENOUVELABLES

Les programmes précédents à la loupe

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a analysé, dans son premier rapport annuel, les raisons d'"échec" des différents programmes de développement des énergies renouvelables en Algérie, lancés depuis une décennie, et qui ont connu des résultats "insignifiants" avec seulement 411 MWc installés.

Les résultats de ces programmes sur le terrain "sont restés insignifiants à ce jour. Les raisons d'un tel échec étant assez faciles à identifier du fait même de leur subjectivité : résistance au changement face à de nouvelles techniques et compétences, manque de suivi et d'évaluation", lit-on dans le rapport. L'Algérie avait lancé en 2011 le Programme national de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PNEREE) avec l'ambition d'atteindre un taux de 40% de capacité de production d'électricité d'origine renouvelable à l'horizon 2030, en réalisant des installations dotées globalement de 22.000 MW, dont 10.000 MW seraient dédiés à l'exportation. Toutefois, "le planning de réalisation prévu n'a jamais été suivi dès la première étape. En effet, sur l'ensemble des projets pilotes totalisant les 110 MW prévus, seules trois réalisations ont vu le jour avec une puissance globale de 36,3 MW", constate le CEREFÉ. Pour le reste, seul un programme totali-



sant 343 MWc de centrales solaires photovoltaïques a été lancé début 2014, sous forme de projet en EPC (Engineering, Procurement & Construction), par Shariket Kahraba wa Taket Moutadjadida (SKTM), filiale de production d'électricité de Sonelgaz, créée en avril 2013. Motivée par les modifications notables dans le monde quant aux coûts d'investissement et de production d'électricité à base des diverses ressources renouvelables, le PNEREE a été réadapté en 2015. Cependant, "avec le recul, on observe qu'à ce jour (2020), au même titre que la première version du programme, le planning tracé n'a été ni suivi ni même vu un début d'application quelconque", est-il noté dans le rapport précisant que le seul projet visible était celui de Sonatrach qui a mis en service, en 2018, une première centrale

solaire photovoltaïque de 10 MWc à Bir Rebaâ Nord (Ouargla). Parallèlement au PNEREE, l'ancrage juridique régissant le domaine des énergies renouvelables a été renforcé en 2014 par l'introduction du concept des "tarifs d'achat garantis", comme prélude à un appel à investisseurs dans des installations solaires photovoltaïques de puissances entre 1 et 10 MWc, auxquels un contrat d'achat de leurs productions par le gestionnaire du réseau du transport est garanti sur vingt ans selon une grille de tarification "assez avantageuse". Mais "la réalité a montré que le manque d'une préparation rigoureuse de cette initiative, résultant d'une résistance manifeste au changement de certains acteurs concernés, n'a pas permis sa mise en œuvre", a déploré le rapport expliquant que les rares investisseurs qui se sont aventu-

rés à suivre cette procédure "butaient sur le premier document demandé, soit l'autorisation de raccordement au réseau, qui reste un préalable de garantie incontournable". Alors que la procédure des tarifs d'achat garantis "n'a donné lieu à aucun début d'exécution", une nouvelle procédure basée sur les appels d'offre est venue la remplacer avec la promulgation du décret exécutif n° 17-98 du 26 février 2017, ce qui a permis le lancement d'un nouveau programme de 4.050 MWc de solaire photovoltaïque. Mais au final, ce projet qui comportait en plus de la production d'électricité solaire photovoltaïque, un volet industriel d'accompagnement, "n'a jamais eu de suite et n'a fait l'objet d'aucun appel à investisseurs depuis, malgré l'urgence signalée quant à sa mise en œuvre", écrit le CEREFÉ dans son rapport. Pour tenter de combler le "grand retard" enregistré dans le pays en matière de développement des énergies renouvelables par rapport aux objectifs fixés, notamment après l'échec du projet de 4.050 MWc, la Creg a été contrainte de lancer un appel d'offres beaucoup plus modeste, soit 150 MWc de solaire photovoltaïque. Seuls huit soumissionnaires sur 93 qui ont exprimé leur intérêt au départ ont présenté des offres et une seule proposition a été retenue suite à la sélection technique et financière pour la réalisation de cinq centrales électriques photovoltaïques de 10 MWc chacune dans la région de Biskra. "Malgré le niveau assez modeste de l'appel d'offre en question, seul un tiers de la capacité proposée a pu trouver preneur, sans confirmation à ce jour du début des travaux", affirme Le CEREFÉ.

R. E.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS FERROVIAIRES

Préparatifs pour la reprise des activités

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) précisé, dans un communiqué, que son personnel administratif et ses agents sur le terrain étaient mobilisés pour reprendre le service dès la prise d'une décision par les pouvoirs publics. Faisant suite aux informations relayées par certains médias sur les préparatifs de la SNTF à l'effet de reprendre les activités de transport des voyageurs à partir du 15 décembre prochain suite à une correspondance interne du directeur de transport des voyageurs de la SNTF, le communiqué a précisé que "la décision de reprendre le tra-

fic ferroviaire revient aux pouvoirs publics sur la base de l'évaluation du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus". La SNTF a assuré que son personnel était mobilisé en permanence pour préparer et entretenir les trains mais aussi pour mettre en place les mesures sanitaires et préventives nécessaires en prévision de toute décision à cet égard, soulignant que la correspondance interne précitée indiquait également que "ces instructions interviennent en cas de décision éventuelle de retour du trafic des trains de voyageurs, notamment

pour le transport des étudiants universitaires". La SNTF a appelé les médias à obtenir les informations sur cette question qui concerne de larges catégories de citoyens de la source, en l'occurrence la direction de la communication de la Société qui demeure à leur service. Certains médias nationaux et des réseaux sociaux ont rapporté des informations selon lesquelles la SNTF serait en cours de préparation pour reprendre les activités de transport des voyageurs à partir du 15 décembre, sur la base d'une correspondance

interne du directeur du transport des voyageurs de la Société adressée à tous ses services compétents. Cette correspondance consistait uniquement à appeler les services compétents à prendre toutes les mesures afin d'entretenir et de préparer les trains à circuler dans les meilleures conditions tout en respectant les règles de protection sanitaire pour l'accueil des clients dans les meilleures conditions, dès que la décision des pouvoirs publics à cet égard soit prise.

R. E.

ZONE EURO

Vers un soutien budgétaire et monétaire plus important

Les gouvernements de la zone euro et la Banque centrale européenne pourraient devoir fournir un soutien budgétaire et monétaire plus important que prévu initialement en raison des effets de la deuxième vague de la pandémie de Covid-19, a déclaré le Fonds monétaire international. La valeur totale du soutien budgétaire et monétaire apportée, les milliards d'euros d'accès aux prêts ainsi que l'accord de plan de relance européen dépassent déjà les 10.000 milliards d'euros. Bien que la réponse européenne soit déjà impressionnante, le FMI estime qu'il faudra sans doute en faire davantage en cas de détério-

ration des perspectives économiques. "Les risques (...) restent clairement orientés à la baisse jusqu'au début de 2021 étant donné la deuxième vague épidémique en cours", a déclaré le FMI lors d'un examen régulier de l'économie de la zone euro. "Avec la deuxième vague en cours, les politiques budgétaires nationales devront probablement apporter un vaste soutien plus longtemps que prévu." Dans une démonstration de solidarité sans précédent, les dirigeants de l'Union européenne ont accepté d'emprunter conjointement, via la Commission européenne, 750 milliards d'euros au cours des prochaines années

pour financer le plan de relance. Le FMI a déclaré que l'impact de ce plan dépendrait de l'ampleur, de la qualité et de l'efficacité des dépenses nationales et des réformes structurelles visant à rendre les économies plus écologiques et plus numériques. Le Fonds a qualifié la réponse monétaire de la BCE d'audacieuse mais a ajouté qu'une aide supplémentaire serait probablement nécessaire, en incluant éventuellement davantage de facilités de crédit aux banques. "L'expansion des achats d'actifs sera la première ligne de défense mais d'autres options — y compris un assouplissement supplémentaire des conditions

des opérations de refinancement ciblées à long terme (TLTRO) et une réduction des taux de dépôt — devraient également être envisagées", a-t-il déclaré. "Des mesures d'adaptation encore plus importantes seraient nécessaires pour contrer les risques de déflation et assurer un relais budgétaire sans heurts dans un scénario pessimiste", selon le rapport du FMI. Les prix à la consommation dans la zone euro ne cessent de baisser depuis août, ce qui alimente les craintes de spirale déflationniste dans la foulée du choc économique provoqué par la pandémie.

R. E.

TROUBLES DU COMPORTEMENT

5 bienfaits de la thérapie cognitive et comportementale

Les spécialistes de la thérapie cognitive travaillent avec les patients pour les aider à découvrir, approfondir et modifier leurs propres schémas de pensée et leurs réactions : ce sont elles qui déterminent nos perceptions et nos comportements.

La thérapie comportementale cognitive (souvent appelée TCC) est une forme populaire de psychothérapie qui met l'accent sur l'importance des pensées sous-jacentes pour déterminer comment nous nous sentons et comment nous agissons. Considérée comme l'une des formes de psychothérapie les plus efficaces, la thérapie cognitivo-comportementale est devenue l'objet de centaines d'études de recherche. Les spécialistes de la TCC travaillent avec les patients pour les aider à découvrir, à approfondir et modifier leurs propres schémas de pensée et leurs réactions : ce sont elles qui déterminent nos perceptions et nos comportements. L'utilisation de la thérapie cognitive et comportementale offre aux patients une perspective précieuse, qui



contribue à améliorer leur qualité de vie et à mieux gérer leur stress, notamment dans des situations difficiles où il faut résoudre des problèmes. L'un des principes fondamentaux est que les situations externes, les interactions avec d'autres personnes et les événements négatifs ne sont pas responsables de nos mauvaises humeurs et de notre problème dans la plupart des cas. Les spécialistes de la TCC considèrent que c'est tout le contraire : En fait, ce sont nos propres réactions aux événements, nos interprétations des événements qui sont sous notre contrôle et qui finissent par affecter notre qua-

lité de vie.

Changer notre façon de penser

C'est une excellente nouvelle, car cela signifie que nous avons le pouvoir de changer. Grâce à la thérapie cognitive comportementale, nous pouvons apprendre à changer la façon dont nous pensons, ce qui modifie notre façon de sentir, et modifie à son tour la façon dont nous envisageons et traitons les situations difficiles lorsqu'elles surviennent. Nous pouvons améliorer les pensées perturbatrices qui nous rendent anxieux, isolés, déprimés, enclins à manger émotionnellement. Lorsque nous pouvons examiner

avec précision et calme les situations sans distorsion de la réalité, de jugements ou de craintes supplémentaires, nous sommes davantage en mesure de savoir comment réagir de manière appropriée afin de nous sentir plus heureux à plus long terme.

Une méta-analyse de 2012 publiée dans *Journal of Cognitive Therapy and Research* a identifié 269 études qui ont soutenu l'utilisation de la TCC pour les problèmes suivants :

- *Troubles de la toxicomanie
- *La schizophrénie et d'autres troubles psychotiques
- *Dépression et dysthymie
- *Dépression maniaque / trouble

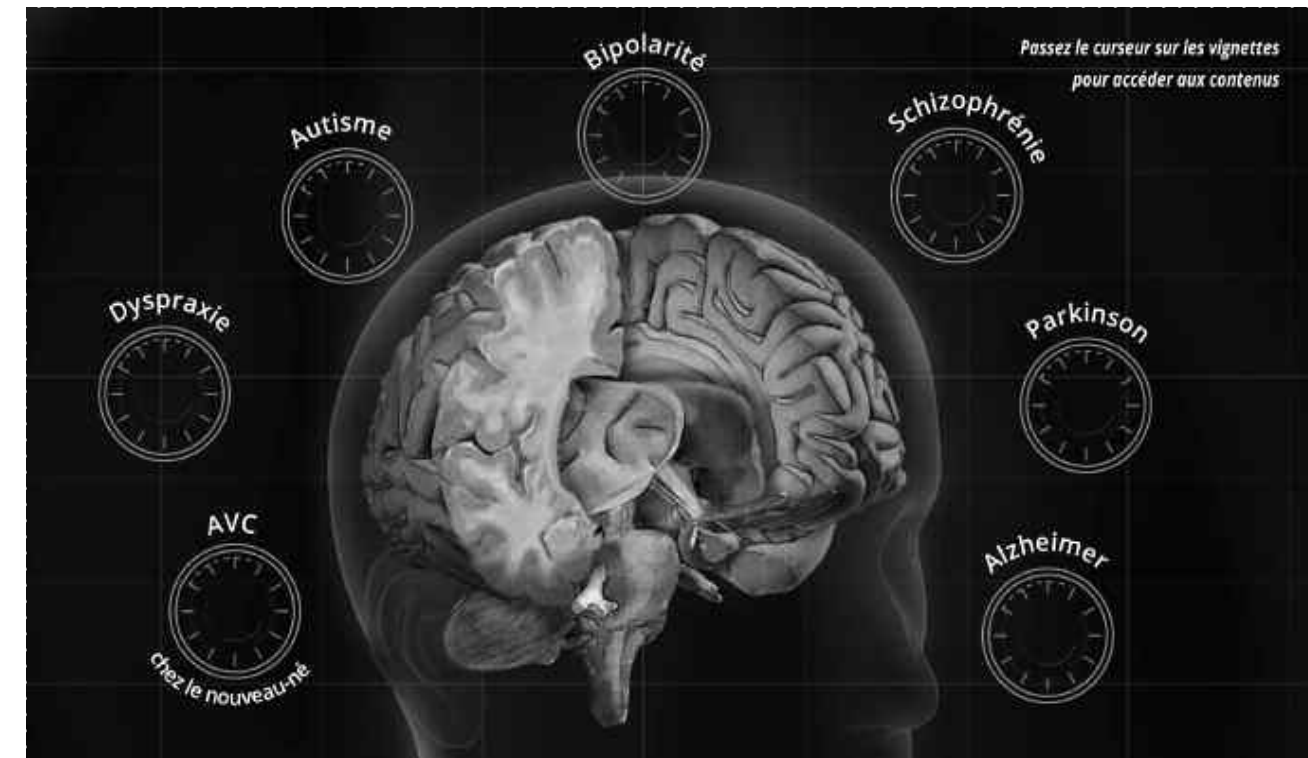
- bipolaire
- *Troubles anxieux
- *Troubles somatoformes
- *Troubles de l'alimentation
- *Troubles du sommeil, y compris l'insomnie
- *Troubles de la personnalité
- *Colère
- *Comportements criminels
- *Stress général et détresse en raison de conditions médicales générales
- *Syndrome de fatigue chronique
- *Douleurs musculaires et tension
- *Complications de grossesse et troubles hormonaux féminins.

L'efficacité des TCC

Les chercheurs ont identifié l'efficacité de la TCC dans le traitement des troubles anxieux, des troubles somatoformes, de la boulimie, des problèmes de contrôle de la colère et du stress en général. Après avoir examiné 11 études d'étude comparant les taux d'amélioration entre la TCC et d'autres traitements thérapeutiques, ils ont constaté que la TCC affichait des taux de réponse plus élevés que les autres formes de traitements dans sept des 11 examens (plus de 60 %).

Voici quelques-unes des principales façons dont la thérapie comportementale cognitive peut profiter aux patients à différents niveaux:

1. Réduit l'anxiété



Selon le travail publié dans *Dialogues in Clinical Neuroscience*, les études autour de la TCC concluent à son efficacité incontestable pour les troubles liés à l'anxiété, notamment les troubles paniques, les troubles anxieux généralisés, les troubles d'anxiété sociale, les troubles obsessionnels compulsifs et le syndrome de stress post-traumatique. Dans l'ensemble, la TCC démontre à la fois son efficacité dans les essais contrôlés randomisés et son efficacité dans des milieux naturalistes entre les patients atteints d'anxiété et les thérapeutes.

Les chercheurs ont constaté que la TCC fonctionne bien comme

un remède naturel pour l'anxiété, car elle comprend diverses combinaisons des techniques suivantes: psychoéducation sur la nature de la peur et de l'anxiété, auto-surveillance des symptômes, exercices somatiques, restructuration cognitive (par exemple déconfirmation), l'image et l'exposition in vivo aux stimuli craints (traitement de l'exposition), le sevrage des signaux de sécurité inefficaces et la prévention des rechutes.

2. Diminue les symptômes de la dépression

La thérapie cognitivo-comportementale est l'un des traitements les plus efficaces pour la dépression. Des études montrent que la

dépression. La TCC s'est également révélée prometteuse comme approche pour aider à lutter contre la dépression post-partum et en complément du traitement médicamenteux pour les patients bipolaires.

3. Aide à traiter les troubles de l'alimentation

Le *Journal of Psychiatric Clinics of North America* rapporte que les troubles de l'alimentation sont l'une des difficultés où la TCC peut se montrer la plus efficace. La TCC peut aider à résoudre la psychopathologie sous-jacente des troubles de l'alimentation et remet en question la surévaluation de la forme et du poids. Cela permet aussi d'améliorer le contrôle des impulsions afin de prévenir la frénésie ou la purge, réduire les sentiments d'isolement et aider les patients à se sentir plus à l'aise autour des aliments déclencheurs.

La thérapie cognitive est devenue le traitement de choix pour traiter la boulimie nerveuse et les "troubles de l'alimentation non spécifiés", les deux diagnostics les plus courants du trouble de l'alimentation. Il est également prouvé qu'elle sera utile pour traiter environ 60 % des patients atteints d'anorexie, considérée comme l'une des maladies mentales les plus difficiles à traiter.





4. Aide à améliorer l'estime de soi et la confiance

Même si vous ne souffrez pas de problèmes mentaux graves, la TCC peut vous aider à remplacer des pensées négatives et destructives qui conduisent à une faible estime de soi avec des affirmations positives et des attentes positives. Cela peut ouvrir de nouvelles perspectives pour gérer le stress, améliorer les relations et accroître la motivation pour essayer de nouvelles choses.

5. Réduit les comportements addictifs et la toxicomanie

La recherche a montré que la TCC est efficace pour aider à traiter l'addiction au cannabis et d'autres dépendances aux drogues, comme la dépendance aux opioïdes et l'alcool, ainsi que d'aider les gens à cesser de fumer des cigarettes et des jeux de hasard. Les études publiées dans le *Oxford Journal of Public Health* impliquant des traitements pour cesser de fumer ont révélé que les compétences d'adaptation acquises au cours des sessions de TCC étaient très efficaces pour réduire les rechutes chez les personnes en sevrage tabagique et semblent être supérieures aux autres approches thérapeutiques. La TCC est également efficace dans le traitement des dépendances problématiques liées au jeu (VS autres traitements témoins).

Comment se déroule une séance de thérapie cognitive et comportementale ?

Votre psychologue ou votre psychothérapeute spécialisé en thérapie cognitive et comportementale aura reçu une formation spéciale et continue à se former en permanence.

La session commence par une vérification de votre état/de votre humeur et de vos symptômes. Ensemble, vous et votre thérapeute fixerez un ordre du jour pour la séance. Une fois l'ordre du jour fixé, vous passez en revue la session précédente afin de pouvoir passer à la nouvelle. Vous examinez vos "devoirs" et discutez des problèmes rencontrés et de vos réussites. Ensuite, vous vous tournez vers les questions de l'ordre du jour. Les nouveaux devoirs sont fixés. La session se termine avec le thérapeute en résumant la session et en recueillant les commentaires du patient. Une session typique dure 50 minutes à une heure.

Qu'est-ce que la restructuration cognitive ?

La restructuration cognitive se réfère au processus de la TCC qui



consiste à identifier et modifier les pensées négatives qui contribuent au développement de la dépression. Cela se fait en collaboration avec le patient et le thérapeute, souvent sous la forme d'un dialogue. Par exemple, un étudiant a peut-être échoué à son test de maths et conclut : *"Cela me prouve que je suis stupide"*.

Le thérapeute pourrait demander si c'est vraiment ce que signifie le test. Afin d'aider l'élève à reconnaître l'inexactitude de la réponse, le thérapeute pourrait demander quelle est la note générale de l'élève en mathématiques.

Si l'élève répond : *"C'est un B"*, le thérapeute peut alors souligner que sa réponse montre qu'il n'est pas stupide car il ne peut pas être stupide et avoir un B.

Ensuite, ils peuvent explorer des façons de refléter quelle est sa performance réelle sur le test.

La réponse *"Je suis stupide"* est un exemple de pensée automatique. Les patients souffrant de dépression peuvent avoir des pensées automatiques en réponse à certaines situations. Ces pensées sont automatiques dans la mesure où elles sont spontanées, négatives et ne sortent pas d'une pensée ou d'une logique délibérée. Elles sont souvent étayées par une hypothèse négative ou dysfonctionnelle qui guide la façon dont les patients se voient, la situation ou le monde qui les entoure.

Informations complémentaires sur la TTC

La TTC a été créée pour aider les personnes souffrant de dépression, mais aujourd'hui elle sert à améliorer et à gérer différents types de troubles et symptômes mentaux, y compris : l'anxiété, le trouble bipolaire, le syndrome de stress post-traumatique, le trouble obsessionnel compulsif, les dépendances et les troubles de l'alimentation.

Les techniques de la TCC sont



également bénéfiques pour de nombreuses autres situations, et notamment aussi pour les personnes qui n'ont aucune forme de maladie mentale, mais qui souffrent de stress chronique, de mauvaises humeurs et d'habitudes sur lesquelles ils souhaitent travailler. Le terme thérapie cognitive comportementale est considéré comme un terme général pour une classification des approches thérapeutiques qui ont des similitudes, notamment : la thérapie comportementale émotive rationnelle, la thérapie comportementale rationnelle, la thérapie vivante rationnelle, la thérapie cognitive et la thérapie comportementale dialectique.

tique.

À ce jour, plus de 332 études médicales et 16 examens quantitatifs ont examiné les effets de la TCC. Plus de 80 % de ces études ont été menées après 2004.

Des études ont révélé que chez les personnes qui ont terminé des programmes de TCC et ensuite subi des scans cérébraux, la TCC est en fait capable de modifier positivement les structures physiques dans le cerveau.

La TCC peut fonctionner rapidement, aider les patients à se sentir mieux et ressentir une diminution des symptômes dans un court laps de temps (quelques mois, par exemple).

GHARDAIA, FONCIER INDUSTRIEL INEXPLOITÉ

Récupération de 255 hectares

Attribuée dans le cadre de l'investissement industriel et restée à ce jour inexploités, une superficie globale de 255,79 hectares a été récupérée dans la wilaya de Ghardaïa.

PAR BOUZIANE MEHDI

C'est ce qu'a indiqué, lundi 16 novembre, le directeur de l'Industrie et des Mines (DIM) de la wilaya, Lyès Khelifa, à l'APS, précisant que "cette superficie attribuée à 162 bénéficiaires a été récupérée dans le cadre d'une opération d'assainissement du foncier industriel ainsi que celui destiné à l'investissement, une opération qui se poursuit encore dans la wilaya de Ghardaïa".

La récupération de ces superficies s'est faite après plusieurs mises en demeure, constats établis suite à des sorties récurrentes de vérification sur les sites devant recevoir les projets. Les "bénéficiaires défaillants ont donc été déchus de l'attribution", a expliqué M. Khelifa, soulignant que "pas moins de 2.579 projets d'investissement ont été déposés auprès des services de la DIM, dont 766 ont été retenus et 742 ont été rejetés pour différentes raisons d'insolvabilité du projet".

Sur les 766 projets retenus, 281 actes ont été établis et 91 promoteurs ont reçu leur permis de construire et seuls 19 projets sont opérationnels actuellement,



indiquent les statistiques de la DIM de Ghardaïa, qui a révélé que quelque 2.296 hectares ont été mobilisés comme assiette foncière devant recevoir des projets d'investissement dans cette wilaya et que toutes les facilitations prévues par l'État sont accordées aux opérateurs économiques voulant investir dans la wilaya.

Répartis sur 227 lots situés dans les trois zones industrielles de la wilaya, à savoir Guerrara (21 ha), Bounoura (10 ha) et Oued-Nechou (36 ha), ainsi que 54 hectares répartis en 204 lots dans les 14 zones d'activités viabilisées existantes dans les différentes communes, plus de 86 hectares sont prêts à recevoir de nouveaux opérateurs économiques pour des projets industriels.

Pour renforcer l'attractivité en matière d'investissement industriel dans la région et contribuer à la création d'emplois, les pouvoirs publics ont

lancé de nombreux projets de création de nouvelles zones industrielles et d'activités, telles la zone industrielle d'Oued-Nechou (100 ha) et la zone industrielle d'Oued Métlili (300 ha). 7 nouvelles zones d'activités viennent d'être créées aussi à Guerrara (50 ha), Hassi el-Gara (50 ha), Hassi-Lefhal (50 ha), Mansoura (50 ha), Sebseb (50 ha), Berriane (50 ha) et Zelfana (50 ha) et de plus, pas moins de quatre (4) milliards de dinars ont été mobilisés pour la réhabilitation des zones industrielles et zones d'activités existantes, en matière de viabilisation et d'aménagement externe ainsi que le raccordement aux différents réseaux (gaz, électricité et eau). Dans la wilaya de Ghardaïa, le tissu industriel, dispose, actuellement, de 5.801 petites et moyennes entreprises occupant une population de 23.082 travailleurs.

B. M.

SETIF, CASCADES D'OUED EL-BARED

Un site paradisiaque

Il suffit juste de quitter la localité de Tizi n'Bechar et de parcourir quelques centaines de mètres vers l'Est sur le chemin de wilaya 137-A, une route sinueuse qui relie la commune sus-nommée à celle d'Oued el-Bared, pour être saisi par la beauté époustouflante du décor.

La verdure est bientôt supplantée par un paysage montagneux sur lequel semble veiller le majestueux massif des Babors à la surface duquel s'accrochent des buissons d'orophyte, une plante endémique propre aux forêts humides de cette région.

Après un peu plus de dix kilomètres de lacets, une plaque indique, vers la gauche, les cascades d'Ouled-Ayad, un site niché à trois kilomètres de là, au pied du versant ouest de l'imposante chaîne des Babors où le silence n'est rompu que par le bruit si distinctif des chutes d'eau dévalant en flots discontinus la paroi abrupte et très escarpée de la montagne.

En contrebas, comme lovés au pied de l'escarpement rocheux, apparaissent de nombreux rochers au milieu desquels serpente, venue des cimes vertigineuses des Babors, une eau pure et presque glacée, même au plus fort de l'été, formant, ici et là, de minuscules lacs limpides où de nombreux jeunes gens n'hésitent pas, durant la saison chaude, à piquer une tête.

Un spectacle sauvage et saisissant qui

laisse le visiteur sans voix, surtout lorsque le lieu est admiré depuis les hauteurs. Cette vue plongeante requiert néanmoins du souffle et des muscles, car il faut gravir toute une série d'escaliers. Mais le jeu en vaut la chandelle. Et puis, la beauté prodigieuse du site fait oublier la fatigue.

Les férus de randonnées pédestres, les amoureux de la nature, les sportifs désireux de s'oxygéner et les familles en quête de moments de villégiature trouvent invariablement leur bonheur au pied des cascades d'Ouled-Ayad au panorama si apaisant, propice à la méditation et au ressourcement, loin du vacarme des villes.

Jusqu'aux années 80, ce sont les eaux d'Oued el-Bared qui approvisionnaient la ville de Sétif et des environs en eau potable. Une eau pure et fraîche d'une grande qualité dont les personnes âgées de la région se souviennent avec beaucoup de nostalgie.

Aujourd'hui, l'eau a beaucoup perdu de sa limpidité et a pris un goût bizarre, si bien que l'on ne s'en sert plus que pour la lessive, la vaisselle et les autres tâches ménagères.

Il est vrai que la formidable expansion de la ville de Sétif et la multiplication de ses besoins ne pouvaient plus s'accommoder de la seule source d'Oued el-Bared. Les habitants l'admettent, le comprennent, mais gardent néanmoins

la nostalgie de l'eau si fraîche provenant des monts des Babors. S'agissant du site des cascades d'Ouled-Ayad, la commune d'Oued el-Bared, malgré ses faibles moyens, a fourni de louables efforts pour en faciliter l'accès. La petite route de 3 kilomètres, faisant la jonction entre le CW 137-A et le site en question, a été entièrement revêtue de béton bitumineux, faisant disparaître les appréhensions des automobilistes qui hésitaient à l'emprunter.

Sur place, un parking a été aménagé, tandis que des jeunes gens de la région ont investi dans la réalisation de petites commodités pour les visiteurs, à l'exemple d'un petit grill-room, d'un café et de l'aménagement d'une terrasse ombragée, construite en bois sur pilotis, protégée de bambous, où il fait bon déguster quelques brochettes ou un thé à la menthe en contemplant le panorama. Sans doute faudrait-il faire un peu plus pour mettre davantage en valeur cet endroit paradisiaque, propice au tourisme de montage. Mais malgré les manques observés, les cascades d'Ouled-Ayad restent attractives.

En faire un refuge touristique, un lieu d'inspiration artistique et de recherche universitaire (la faune et la flore du massif des Babors sont exceptionnelles), tout en lui conservant son côté havre de villégiature estivale.

APS

ORAN

La forêt de Madagh déclarée "zone sinistrée"

La forêt de Madagh à Oran, récemment ravagée par un incendie, vient d'être déclarée "zone sinistrée", ce qui implique une interdiction d'accès aux citoyens pour lui permettre de se régénérer, a annoncé, dimanche 15 novembre, la direction de l'environnement.

Cette déclaration signée par les autorités locales (daïra de Boutelilil), interdit ainsi aux citoyens de fréquenter tous les périmètre dévoré par le feu au cours de l'incendie, en attendant la régénération naturelle.

Les dégâts de l'incendie, qui s'est déclaré le 6 novembre courant, ont détruit 100 hectares de forêt, 200 hectares de maquis et 100 hectares de broussailles.

Avant de lancer les opérations de reboisement, il faut d'abord attendre, pour donner à la forêt le temps de se régénérer naturellement.

Il y a un processus de régénération naturelle après les incendies.

Il est à rappeler qu'un plan d'urgence pour le reboisement de la forêt de Madagh est en cours d'étude en concertation entre la direction de l'environnement et la conservation des forêts. Plusieurs opérations pour le nettoyage de cette forêt ont été par ailleurs organisées, avec la participation des autorités locales, les associations et de la population.

JIJEL

L'Anie offre des respirateurs artificiels à l'hôpital

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), a remis, jeudi 19 novembre, un don à l'hôpital de la wilaya de Jijel sous forme de respirateurs artificiels d'une capacité de 10 litres, afin d'aider les patients de cet établissement hospitalier à lutter contre la Covid-19.

Supervisant cette opération, le président de l'Anie, Mohamed Charfi, a, en outre, annoncé qu'un avion arrivera fin novembre en cours chargé d'un matériel médical sophistiqué destiné aux différents hôpitaux en Algérie, précisant que ce matériel est offert par la fondation - Amal el Djazair de lutte contre le cancer -, pour aider les patients dans la lutte contre le coronavirus.

M. Charfi a souligné que l'Anie veut, à travers sa contribution à cette initiative, mettre en évidence le "rôle actif" de la société civile en vue d'aider les citoyens à surmonter cette épreuve.

APS

ARMÉNIE

Manifestations pour le retour des disparus du Haut-Karabagh

Un millier de manifestants ont défilé à Erevan pour réclamer que soient recherchés plusieurs centaines de soldats portés disparus depuis la fin du conflit.

Environ un millier de personnes réclamant aux autorités d'agir pour retrouver les soldats arméniens disparus durant le conflit au Haut-Karabagh ont manifesté le 29 novembre à Erevan. Réunis derrière une banderole proclamant "Aidez-nous à retrouver nos prisonniers", les manifestants – parmi lesquels plusieurs célébrités du pays – ont défilé dans le centre de la capitale arménienne, après avoir lu une lettre destinée à l'ambassadeur russe demandant son "intervention personnelle dans le processus. Pourquoi nous commençons par la Russie ? Parce que c'est le pays qui est intervenu, qui a pu parti-



cipé et continue de participer à la question qui nous intéresse aujourd'hui", a déclaré Hrant Tokhatian, l'un des organisateurs de la marche et acteur connu dans la région. Le 28 novembre, une trentaine de proches de soldats disparus avaient déjà brièvement bloqué une rue du centre de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabagh, avant qu'une délégation ne soit reçue par le président de cette république autoproclamée, Araïk Aroutiounian. "Nous demandons une action immédiate pour résoudre ce problème. Mais les autorités disent que cela ne dépend pas d'elles, que cela dépend des Azerbaïdjanais", avait regretté auprès de l'AFP à la sortie de l'entrevue Arsen Ghoulkassian, à la recherche de son fils et de son frère.

Selon lui, "l'Azerbaïdjan dicte ses conditions. Ils ne suivent pas les points de l'accord" du 9 novembre signé sous l'égide de la Russie, qui a mis fin aux hostilités en consacrant la victoire de Bakou. Cet accord prévoit notamment un échange de prisonniers et de corps. Un haut représentant du Haut-Karabagh, Artak Beglarian, a affirmé le 29 novembre que "les corps de plus de 400 militaires arméniens [avaient] déjà été récupérés ou échangés en divers endroits". Il avait précisé la veille que de 50 à 60 soldats arméniens étaient prisonniers. L'Arménie a reconnu avoir perdu plus de 2.300 soldats dans le conflit, parmi lesquels des corps non identifiés. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est chargé du processus d'évacuation des corps, sous la protection des forces russes de la paix, dont près de 2.000 soldats ont été déployés dans la région.

IRAK

Les déplacés quittent les camps sans savoir où aller

Depuis deux semaines, le camp de déplacés de Habbaniyeh Tourist City (HTC), près de Falloujah, est considéré comme officiellement fermé. Et pourtant, plus de 270 familles y vivent encore, qui n'ont nulle part où aller. Debout devant sa tente, Abou Akhil Naser Hmeed El Cheikh lave sa voiture et espère ne pas devoir l'utiliser bientôt. "Je vis ici avec toute ma tribu. Nos maisons sont toujours détruites mais nous ne pouvons pas aller les reconstruire", raconte-t-il. "Un groupe armé qui a contribué à libérer notre territoire [de Daech] en a pris le contrôle et nous empêche de revenir. Je ne sais pas si c'est un enjeu politique ou une volonté délibérée de modifier la démographie de notre quartier."

Mi-octobre, le gouvernement irakien a annoncé vouloir fermer tous les camps

de déplacés avant la fin de l'année. En quelques jours, la plupart des camps de Ninive, Kerbala, Bagdad et Diyala se sont vidés. Mais ici dans le gouvernorat d'al-Anbar, vaste région désertique à l'ouest de l'Irak, des raisons politiques et sécuritaires empêchent des milliers de familles de retourner dans leurs villages d'origine.

Un grand nombre de ces déplacés sont issus de zones sunnites désormais aux mains des milices chiites pro-iraniennes, omniprésentes dans la société et la politique irakiennes. Ils subissent toujours le stigma de leur appartenance passée à l'État islamique, vraie ou présumée. Car faute de documents officiels, un simple soupçon suffit pour que leur communauté d'origine les menace de mort s'ils revenaient dans leurs villages. "C'est dans notre intérêt de pas retourner, car plusieurs

leaders des tribus veulent nous faire du mal", soupire Wasan, 28 ans. "Mais mon mari n'était pas avec eux ! Je n'ai aucun document officiel pour le prouver, mais je vous le jure, il n'était pas avec Daech !", insiste-t-elle, cachée sous une abaya noire pour protéger son identité.

Les autorités irakiennes ne font rien pour clarifier ces situations, au contraire. Selon un rapport d'Amnesty International du 24 novembre, elles auraient soumis ces déplacés soupçonnés de liens avec Daech à « des détentions arbitraires, des disparitions forcées et des procès iniques », en arrivant à "entraver leur accès à des documents d'état civil indispensables pour obtenir un emploi".

L'année dernière, le précédent gouvernement avait fermé des camps et promis des aides économiques aux

familles qui y vivaient, mais selon un sondage du NRC, 95 % d'entre elles n'ont jamais rien reçu.

ÉTHIOPIE

L'armée fédérale s'empare de Mékélé

Trois semaines après le début des combats, les dirigeants du Tigré semblent avoir choisi de se replier hors de leur capitale. "Nous avons achevé et cessé les opérations militaires dans la région Tigré", a annoncé le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, samedi soir, sur Twitter. Après plusieurs heures de bombardements et de tirs d'artillerie contre Mékélé, la capitale régionale, il affirme être parvenu à prendre le contrôle de l'aéroport, des institutions publiques et de l'administration locale, qui étaient auparavant aux mains du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT). Les dirigeants de ce parti politique soutenu par des forces armées estimées à 250.000 hommes au début des combats, le 4 novembre, sont définis par Abiy Ahmed comme des "criminels" qui déstabilisent le pays en sous-main. Après 16 années de guérilla, le FLPT a été à la tête de la coalition au pouvoir en Éthiopie de 1991 à 2018. Ses chefs accusent Abiy Ahmed de dérive autoritaire et ont organisé leurs propres élections régionales en septembre.

Agences

GRANDE-BRETAGNE

L'impossible date butoir des négociations du Brexit

C'est devenu un signe distinctif des deux négociations du Brexit : les dates butoir ne sont jamais respectées. Cela avait été manifeste lors de la longue bataille du divorce avec Londres : de prolongations en extensions, les Européens avaient poussé bien plus loin que prévu le bras de fer avec le Royaume-Uni.

Cette fois, à l'heure de négocier la relation future, il n'est plus question d'extension de l'actuelle période de transition : c'est bien le 1^{er} janvier prochain que Londres ne pourra plus commercer avec l'Union européenne dans les mêmes termes qu'auparavant.

Mais la négociation, elle, n'en finit pas d'être reportée.

Longtemps, les Vingt-Sept ont laissé croire qu'il faudrait à tout prix s'entendre à la fin octobre. L'argument était procédural : au-delà de cette date, il allait être très difficile de faire ratifier l'accord, notamment par le Parlement européen, dans les temps. Depuis, chaque semaine qui passe apporte un démenti à ce scénario. C'est désormais la fin novembre, voire le début décembre, qui sont présentés comme les vraies dates limites.

Aujourd'hui, un discours relativement positif est parfois entendu au sujet de

l'avancement des négociations : sur de nombreux sujets, les discussions ont abouti. Les deux protagonistes se jaugent, espérant que celui d'en face va finir par craquer devant une contrainte de temps devenue incompressible. Londres fait valoir que son propre parlement peut agir très vite et pointe la lenteur de la machine européenne. Les Vingt-Sept laissent entendre que la question n'est plus là, et qu'il s'agit désormais de laisser assez de temps aux entreprises, britanniques notamment, pour s'organiser.

Agences

IRAN

Assassinat de Soleimani : les justifications confuses de Washington

Mohsen Fakhrizadeh, haut responsable du programme nucléaire iranien, a été assassiné dans sa voiture vendredi 27 novembre près de Téhéran. Le président iranien accuse explicitement Israël d'être derrière cet attentat.

Hautement symbolique et possiblement déstabilisateur pour le programme nucléaire iranien. Mohsen Fakhrizadeh, un scientifique iranien haut placé, chef de l'Organisation de recherche et d'innovation du ministère de la défense, a été assassiné dans sa voiture à Absard, près de Téhéran, vendredi 27 novembre. Son exécution a été qualifiée d'"acte terroriste" par le chef de la diplomatie iranienne.

"Des terroristes ont assassiné aujourd'hui un éminent scientifique iranien. Cette lâcheté - avec des indications sérieuses du rôle d'Israël - montre le bellicisme désespéré de ses auteurs", a-t-il tweeté.

Dans les heures qui ont suivi, l'Iran a explicitement mis en cause Israël. Samedi 28 novembre, le Président Hassan Rohani a accusé l'État hébreux de vouloir semer le "chaos". Le guide suprême Ali Khamenei a quant à lui appelé à "punir" les responsables de cet assassinat.

Mohsen Fakhrizadeh était considéré comme "le père du programme iranien d'armement nucléaire" par Israël. Il a été à la tête du projet nucléaire Amad entre 1999 et 2003. Mais qu'a-t-il fait depuis 2003 ? La question serait de savoir dans quelle mesure il aurait continué à diriger un programme clandestin ou si ses recherches nucléaires sont devenues strictement civiles.

Le programme nucléaire iranien inquiète les Israéliens

S'en prendre à Mohsen Fakhrizadeh pourrait signifier que le programme nucléaire iranien est suffisamment avancé pour inquiéter les Israéliens. Cela veut dire que les Iraniens auraient accumulé assez d'uranium faiblement enrichi pour constituer une base leur permettant de progresser rapidement vers la production d'une première ogive nucléaire. Selon les Israéliens, le "breakout time" - le temps nécessaire à l'Iran pour accumuler assez de matière fissile pour une charge - serait désormais de 2,5 à 5 mois. Dans ce cas de figure, on serait entré dans une course contre la montre.

Des failles sécuritaires ?

Israël n'a pour l'heure pas confirmé ni infirmé les accusations de l'Iran. Mais des images tournent en boucle sur les réseaux sociaux montrant Benjamin



Netanyahou, en 2018, devant un vidéo-projecteur présentant des documents volés par les services de renseignement israéliens. "Souvenez-vous de ce nom, Fakhrizadeh", déclarait alors le Premier ministre israélien devant la photo du scientifique iranien.

Les Israéliens le soupçonnaient de continuer de travailler à des "projets spéciaux. Il y a une adéquation entre les déclarations politiques et la cible éliminée", commente Clément Therme, chercheur post-doctorant pour l'équipe "Savoirs Nucléaires" de Sciences-Po Paris.

L'attaque survient cinq mois après le "sabotage" qui avait conduit à l'explosion du complexe nucléaire de Natanz : là encore, les autorités iraniennes soupçonnaient fortement les Israéliens. "C'est la deuxième fois en quelques mois que le pays est confronté à une faille sécuritaire en interne. C'est un désaveu national pour l'Iran", poursuit le chercheur.

L'événement s'inscrit aussi dans le contexte de la transition présidentielle américaine en cours, au lendemain d'une visite dans la région du chef de la diplomatie américaine, Mike

Pompeo. Selon le *New York Times*, le Président sortant, Donald Trump, a tout récemment sollicité son état-major sur la possibilité d'"agir" contre les installations nucléaires iraniennes. Il fait peu de doute que Tel-Aviv a profité de la fenêtre d'opportunité laissée par l'un de ses plus grands soutiens pour mener son attaque. Joe Biden, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, s'est déjà dit favorable à un retour des États-Unis dans l'accord sur le nucléaire.

L'attaque entamera-t-elle la détermination iranienne à poursuivre son programme nucléaire ? Les Iraniens qui travaillent sur ce programme savent tous que leur vie est en danger. Ça ne va pas les empêcher de continuer, mais peut-être seulement les retarder, ce qui est le but visé par les actions de contre-prolifération israéliennes.

Dernier coup de baroud de Trump ?

L'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh n'a pas véritablement surpris à Washington les experts du dossier. Le départ programmé de Donald Trump de la Maison-Blanche et l'arrivée de Joe Biden, le 20 janvier, doivent en

effet s'accompagner d'un revirement complet de la politique de Washington, au grand dam des "faucons" à la manœuvre depuis 2016. Ces derniers n'ont pu que se féliciter du retrait unilatéral américain, en 2018, de l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015 et de la multiplication de sanctions dans le cadre d'une stratégie de "pression maximale".

Le Président élu plaide, lui, pour un nouveau départ. Il a annoncé pendant la campagne son intention de renouer le dialogue avec le régime iranien. "J'offrirai à Téhéran une voie crédible vers la diplomatie. Si l'Iran revient au strict respect de l'accord sur le nucléaire [négocié en 2015], les États-Unis rejoindront l'accord comme point de départ de négociations" nouvelles, a-t-il assuré dans une tribune publiée en septembre par la chaîne CNN.

Les résultats de la "pression maximale" sont restés bien en deçà des attentes. Si l'objectif officiel était de contraindre Téhéran à négocier un nouvel accord, bien plus contraignant, selon des paramètres américains, elle a échoué. Si elle visait, comme l'estiment certains de ses détracteurs, à déstabiliser le régime iranien, elle n'a pas produit non plus le résultat escompté, en dépit des ravages causés sur l'économie iranienne.

D'autant que Téhéran s'est affranchi à son tour des contraintes imposées en 2015. Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) rendu public le 11 novembre, l'État dispose désormais d'une quantité d'uranium faiblement enrichi qui dépasse de douze fois la limite autorisée alors, et des "centrifugeuses avancées" proscrites par l'accord sont entrées en fonction sur le site de Natanz.

Le *New York Times* a indiqué, le 17 novembre, que ce rapport de l'AIEA aurait poussé Donald Trump à sonder le vice-Président Mike Pence, le secrétaire d'État Mike Pompeo et le chef d'état-major Mark Milley à propos de l'opportunité d'"une frappe militaire contre ce site". Le Président des États-Unis aurait été dissuadé de se lancer dans une telle entreprise, mais cette option potentielle souligne la volonté d'empêcher autant que possible un retour éventuel à l'accord de 2015. La Maison Blanche s'est d'ailleurs gardée de démentir les informations du *New York Times*.

Quatre assassinats de scientifiques nucléaires iraniens ont eu lieu entre 2010 et 2012. Les victimes sont Massoud Ali Mohammadi et Majid Shahriari en 2010, Darioush Rezaeinejad en 2011, Mostafa Ahmadi Roshan en 2012. Fereydoun Abbassi Davani a été blessé dans une tentative d'assassinat en 2010.

LIGUE : JS KABYLIE

Les chantiers de Youcef Bouzidi



Nommé samedi à la tête des Canaris en remplacement du Tunisien Aymen Zelfani, l'entraîneur Youcef Bouzidi a hérité d'un lourd fardeau. Le technicien y trouvera une série de difficultés à résoudre pour espérer relancer le club phare du Djurdjura sur de bonnes bases.

PAR MOURAD SALHI

Il avait quitté le club kabyle en 2010 en tant qu'entraîneur en chef, après avoir laissé une bonne impression. Il y est revenu cette semaine par la grande porte pour redorer encore une fois le blason de la JSK. Chargé de jouer le rôle de pompier à la JS Kabylie, Youcef Bouzidi aura cette fois-ci un sérieux chantier à reconstruire. En cette période de crise multifonctions, l'expérience de Youcef Bouzidi est gage de sérieux, de sérénité et de stabilité. Il en aura besoin pour redonner à cette équipe son âme de la remobilisation des troupes. Les joueurs, aux yeux des

spécialistes en la matière, manquent énormément de confiance.

"J'ai toujours une bonne relation avec les joueurs. C'est peut-être le secret de ma réussite dans mon travail. Un joueur a besoin d'une assurance et de motivation. Je m'investis beaucoup sur ce volet très important", a indiqué le nouvel entraîneur des Jaune et Vert, Youcef Bouzidi. Le semi-échec à domicile à l'occasion de la réception du CA Bordj Bou-Arreridj, en match comptant pour la première journée de Ligue 1, a mis à nu la fébrilité de l'équipe kabyle. Cette dernière éprouve d'énormes difficultés pour inscrire un but pendant un match, même à domicile et face à une équipe loin de constituer un foudre de guerre. "La réussite d'une équipe ne se repose pas sur un joueur ou deux. C'est tout le collectif qui doit marcher convenablement. Cela exige un travail psychologique pour permettre aux joueurs de retrouver leur confiance", a encore expliqué Youcef Bouzidi.

Les techniciens en la matière sont unanimes à dire que la JS Kabylie est loin du niveau escompté. Le club qui a entamé les préparatifs avant tout le monde et même avant le feu vert des autorités, n'a rien démontré contre une

équipe qui était très en retard en matière de préparation. "Le volet technique reste le métier de l'entraîneur. Les joueurs sont appelés à respecter seulement les consignes et appliquer le travail sur le terrain", a-t-il dit.

La JS Kabylie, qui a connu un certain remaniement lors du dernier mercato, possède, désormais, un amalgame d'anciens et nouveaux jeunes joueurs. Bouzidi est appelé aussi à trouver la bonne formule qui lui permettra de réussir sa mission de reconstruction. Le technicien kabyle, à travers son premier discours aux joueurs, a beaucoup insisté sur la solidarité. "Pour réussir, il faut se montrer solidaires. Avec plus d'efforts et de sérieux au travail, on relèvera le défi. Avec moi, aucun joueur ne sera lésé. Tout le monde aura sa chance", a déclaré le successeur du Tunisien Yamen Zelfani.

Lors de la deuxième journée du Championnat, prévu le week-end prochain, la JS Kabylie se rendra à Oran pour y affronter le MC Oran, dans l'une des belles affiches de cette nouvelle journée. Un match à ne pas rater pour la JS Kabylie qui aspire à jouer les premiers rôles.

M. S.

TOURNOI QUALIFICATIF À LA CAN-2021 (U20)

L'Algérie débute face à la Tunisie le 15 décembre

La sélection algérienne des moins de 20 ans (U20) entamera le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations de la catégorie Mauritanie-2021, face à son homologue tunisienne le 15 décembre au stade Hamadi-Agrebi de Radès (Tunis), selon le tirage au sort effectué lundi à distance par l'UNAF.

Le tournoi, prévu du 15 au 27 décembre aux stades Hamadi-Agrebi et El-Menzah, se déroulera sous forme d'un mini-championnat de cinq journées au bout desquelles les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 qui se déroulera en

Mauritanie. L'équipe algérienne, sous la conduite de Saber Bensmaïn, affrontera ensuite la sélection marocaine le 18 décembre pour le compte de la deuxième journée avant d'enchaîner face à la Libye le 21 du même mois. Les Algériens bénéficieront de deux jours de repos avant de boucler le tournoi de l'UNAF face à l'Egypte le 24 décembre.

Voici le programme du tournoi

Mardi 15 décembre :**Stade Olympique d'El-Menzah :** Libye-Egypte**Stade Olympique Hamadi-Agrebi de Radès :** Tunisie-Algérie**Vendredi 18 décembre :****Radès :** Egypte-Tunisie**El Menzah :** Algérie-Maroc**Lundi 21 décembre :****Radès :** Maroc-Tunisie**El Menzah :** Libye-Algérie**Jeudi 24 décembre :****El-Menzah :** Algérie-Egypte**Radès :** Maroc-Libye**Dimanche 27 décembre :****Radès :** Tunisie-Libye**El Menzah :** Egypte-Maroc.

APS

USMA

L'entraîneur François Ciccolini suspendu deux ans par la LFP

L'ex-entraîneur de l'USM Alger, Ciccolini François, a été suspendu pour deux ans de toute fonction et/ou activité en relation avec le football à compter du 23 novembre 2020, avec proposition de radiation à vie pour transgression de l'obligation de se soumettre aux cérémonies protocolaires de la remise des trophées, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi.

Le technicien français avait refusé de monter à la tribune officielle pour recevoir sa médaille lors de la rencontre de Supercoupe entre l'USM Alger et le CR Belouizdad jouée le 21 novembre 2020 au stade du 5-uillet. Engagé en août dernier, Ciccolini avait été démis de ses fonctions le 22 novembre pour "faute grave", après avoir boycotté la cérémonie de remise des médailles, lors de la Supercoupe d'Algérie de football. Il a été remplacé le lendemain par son adjoint Benaraïbi Bouziane, désormais entraîneur en chef de l'USM Alger.

ANGLETERRE

Benrahma, deuxième passe avec West Ham

Encore une fois remplaçant pour la réception d'Aston Villa, Saïd Benrahma compte déjà 2 passes décisives en Premier League en moins de 90 minutes avec West Ham en Premier League.

L'international algérien a été lancé à la mi-temps alors que le score était de 1-1. Moins de 40 secondes après son entrée, il est décalé sur la gauche avant d'envoyer un centre en cloche au point de penalty pour Bowen qui place la tête et redonne l'avantage aux siens. Après avoir été derrière la victoire des siens contre Fulham, il l'est de nouveau face à Aston Villa.

ITALIE

Adam Ounas enchaîne avec Cagliari

Prêté en début de saison par son club de Naples à Cagliari, l'international algérien, Adam Ounas commence à enchaîner les titularisations avec sa nouvelle équipe.

Avant-hier, Ounas a enchaîné une troisième titularisation de rang avec son équipe à l'occasion de la réception de la formation de Spezia Calcio pour le compte de la 9^e journée de Serie A.

L'ailier droit algérien de 24 ans a réalisé un bon match dans l'ensemble. Il a été remplacé à la 77^e minute par son entraîneur, Eusebio Di Francesco.

Les coéquipiers d'Ounas ont concédé un match nul sur leur terrain (2-2). Après cette journée, Cagliari pointe à la 11^e place au classement de la Serie A, avec 11 points au compteur.

ENQUÊTES
CRIMINELLES



21h00



Affaire Aline Arth : une belle-mère un peu trop possessive ? Le 6 avril 2017, les pompiers de Durrenbach, au nord de Strasbourg, découvrent le cadavre mutilé et partiellement calciné de Béatrice Bowe, 60 ans. Tout le monde appréciait pourtant la victime dans le village. Qui pouvait donc en vouloir à Béatrice Bowe au point de la poignarder à 36 reprises, de la scalper et de dépecer son visage avant d'incendier son domicile ? Affaire Vanessa Mayor : quand l'obsession pousse au crime. Le 30 août 2014, un homme se présente au commissariat d'Agde, dans l'Hérault. Il est hagard, ses mains tremblent. Au policier qui le reçoit, il va faire une déclaration glaçante.

ENQUÊTE SOUS
HAUTE TENSION



21h00



À Valence, dans la Drôme, 730 gendarmes dont une soixantaine d'hommes lourdement armés sont spécialement formés pour des opérations à haut risque. Sur l'autoroute du Soleil, les gendarmes du peloton d'autoroute traquent les bandes organisées qui sévissent sur les aires de repos, et dont les cibles sont les touristes étrangers, qui prennent la direction du sud. En été sur l'A7, près de 150000 véhicules se croisent tous les jours et les bandes d'arrêt d'urgence sont particulièrement surveillées. L'espérance de vie d'un piéton à cet endroit ne dépasse pas les vingt minutes.

L'ÉTUDIANTE
ET MONSIEUR HENRI



21h00



Octogénaire bourru, Henri Voizot vit seul dans son grand appartement parisien depuis la mort de sa femme, voilà 30 ans. Son père étant de santé fragile, Paul, son fils, n'aime pas le savoir isolé en cas de problème. Même s'il le sait réticent, Paul dépose une annonce pour louer l'une des chambres de l'appartement. Constance Piponnier qui vient étudier à Paris répond à l'annonce. Même s'il n'a aucune envie de partager son espace vital, monsieur Henri retient malgré tout sa candidature. Ça lui fera de la compagnie...

DES RACINES ET DES AILES
NOTRE-DAME, CHARTRES,
VENISE



21h00



Carole Gaessler nous emmène au sommet de la cathédrale de Chartres pour évoquer des chefs-d'œuvre, victimes du feu ou des inondations. Elle a eu le privilège de pénétrer au cœur du chantier de Notre-Dame de Paris, qui bat son plein. Dix-huit mois après l'incendie qui a dévasté Notre-Dame de Paris, l'activité bat son plein sur le chantier du siècle. Près de deux cents compagnons se relaient pour panser les plaies de la cathédrale. Des caméras ont été autorisées à pénétrer sur ce chantier. Nous suivons le général Georgelin, qui préside l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de l'édifice, lors d'une visite sur les hauteurs du bâtiment.



LA SÉLECTION
DU MIDI LIBRE

PETITE FILLE



21h00



Quand je serai grand, je serai une fille, répète Sasha depuis qu'il a 3 ans. Sasha est une petite fille, née dans un corps de garçon. Elle déteste son zizi et regrette de ne pas pouvoir un jour porter un bébé dans son ventre, confie sa mère, Karine, au médecin de famille. Celui-ci s'avoue incompétent concernant les enfants présentant une dysphorie de genre, c'est-à-dire ceux qui ne se reconnaissent pas dans leur sexe de naissance. Il l'oriente vers Paris où Karine trouve, à l'hôpital Robert-Debré, une pédiopsychiatre spécialiste de la question.

LE MONDE DE JAMY
DES ÉTOILES PLEIN LES
YEUX !



21h00



Dans ce numéro, Jamy Gourmaud et Myriam Bounafaa nous emmènent dans les coulisses des grands spectacles et des attractions préférées des familles françaises. Rois des feux d'artifice, artistes de cirque, cascadeurs, concepteurs de montagnes russes... Que l'on soit grand ou petit, ils nous font rêver, nous émerveillent, nous impressionnent. Comment nous mettent-ils des étoiles plein les yeux ? Dans le parc royal de Saint-Cloud, Myriam et Jamy ont pu suivre les préparatifs du plus grand feu d'artifice d'Europe, avec le spécialiste de la discipline, Jean-Eric Ougier.

LE MEILLEUR
PÂTISSIER



21h00



Pour cette 9^e semaine de concours, les pâtisseries amateurs ne sont plus que sept engagés sur la voie royale menant au trésor tant convoité : le trophée du Meilleur pâtissier ! Le défi de Cyril : le financier. Les candidats ont deux heures pour concocter un financier, ce savoureux biscuit inventé en 1890 par le pâtissier Lasne, installé près de la Bourse à Paris. Pour satisfaire sa clientèle d'hommes d'affaires, il modernisa cette recette de biscuit moelleux à base d'amande, farine, beurre, sucre et blancs d'œufs en lui donnant la forme d'un lingot, facile à déguster sans se salir les mains !

NEW AMSTERDAM
14 ANS, 2 MOIS,
8 JOURS



21h00



Jacob, un patient de Kapoor dans le coma depuis quatorze ans, ouvre les yeux, ce qui réveille l'espoir de sa femme. Mais Kapoor sait qu'il ne s'agit que d'une activité réflexe. Ses enfants, convaincus eux aussi que leur père est décédé depuis 14 ans, tentent de la persuader de lui retirer sa sonde de nutrition et de le laisser partir. Max prend rendez-vous avec Alice, une jeune maman rencontrée au service pédiatrique, pour que Luna puisse jouer avec Bobbi, sa fille.

Fadjr	06:11
Dohr	12:37
Asr	15:13
Maghreb	17:35
Icha	18:58

NABIL BENTALEB VICTIME DE RACISME EN ALLEMAGNE

Belmadi dénonce

La Fédération algérienne de football (FAF), par le biais de son président Kheireddine Zetchi et du sélectionneur Djamel Belmadi, a fait part de son indignation et a condamné "fermement" les propos d'un ancien footballeur international allemand, tenus à l'égard de l'international algérien Nabil Bentaleb.

"Au moment où les plus hautes instances du sport mondial, à leur tête la FIFA, appellent à l'éveil des consciences en s'attaquant frontalement au problème du racisme, des dérives continuent d'agiter nos sociétés et le sport-roi à travers des déclarations et/ou des attitudes inacceptables et condamnables", a expliqué la FAF dans un communiqué publié hier.

L'instance fédérale cite la dernière en date qui est celle d'un ancien international allemand ayant "tenu des propos désobligeants et teintés de racisme", à l'encontre de Nabil Bentaleb, qui évolue au poste de milieu de terrain à Schalke 04 en Bundesliga.

La FAF, à travers son président Zetchi, et Djamel Belmadi, est "indignée et condamne fermement ces propos tout en apportant son soutien indéfectible à M. Nabil Bentaleb".

La polémique concerne les propos tenus par Steffen Freund, ex-international allemand vainqueur de l'Euro 96, devenu consultant sportif à la télévision, qui régissait à la décision de mise à l'écart de Bentaleb par l'entraîneur du club allemand



Schalke 04 ainsi que la décision du club de laisser libre Bentaleb à la fin de son contrat à l'été 2021.

"Je connais personnellement Nabil Bentaleb. Un milieu de terrain qui possède un talent incroyable. Et puis il a atterri à Schalke. Il est Franco-algérien d'origine, il a du caractère. Quand tu es recruteur, tu dois savoir qu'il y a une certaine agressi-

tivité et une certaine indiscipline qui entrent en ligne de compte quand il n'est pas titularisé", a affirmé M. Freund, cité par le site algérien DZfoot.

Les propos avaient fait réagir Bentaleb avec sarcasme. "Quand c'est dit avec autant de finesse... Classe Steffen", a déclaré le milieu de terrain ce dimanche sur un message diffusé sur le réseau social

Twitter. En parallèle, le sélectionneur de l'équipe nationale, Djamel Belmadi, a diffusé ce mardi une déclaration audio dans laquelle il réitère son soutien à Nabil Bentaleb, que Belmadi lui-même avait écarté de la sélection.

"On veut avant toute chose le soutenir dans cette épreuve. Je ne parle pas seulement de sa mise à l'écart, mais surtout du traitement qu'il peut subir via les interventions de pseudos-consultants qui cachent en réalité un racisme et une haine avérés derrière un costume", a déclaré Belmadi.

Pour le sélectionneur national, "en tant qu'Algérien, entraîneur de l'équipe nationale, et avec la Fédération et tout notre pays, nous ne pouvons pas laisser passer ce genre de propos scandaleux et offensants sur notre pays".

"À travers Nabil, c'est tout notre pays qui est visé. Ce malheureux raciste, dénué de toute conscience, de toute intelligence, n'a pas trouvé d'autres raisons sur la mise à l'écart de Nabil que prendre son origine, sa race, à savoir son algérianité et son origine sociale", a fustigé le sélectionneur national.

"Des paroles que l'on prononce comme ça en toute impunité, sur un plateau TV, ne peuvent rester impunies. Je terminerai en disant que Nabil a tout notre soutien, parce que s'il a été touché lui, c'est tous les Algériens qui doivent se sentir offensés", conclut Djamel Belmadi.

DÉCLARATIONS "CONTRADICTOIRES" D'EL OTHMANI

Le Gouvernement sahraoui réagit

Le Gouvernement sahraoui a réagi, avec force, lundi, aux déclarations "contradictaires" du Chef du gouvernement marocain, Saad Eddine El Othmani, concernant la réalité de la situation à El Guerguerat et les tentatives de minimiser la gravité de l'agression marocaine contre des civils sahraouis le 13 novembre dernier, en violation de l'accord de cessez-le-feu, a rapporté l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Le porte-parole du Gouvernement sahraoui, ministre de l'Information, Hamada Selma Eddaf, a dénoncé les "allégations fallacieuses" colportées par le Chef du gouvernement marocain concernant les événements d'El Guerguerat, arguant que le "discours officiel marocain est émaillé de contradictions".

Le ministre sahraoui a souligné, que les déclarations du Chef du gouvernement

marocain et les informations publiées par certains quotidiens montrent que "l'occupant marocain continue à minimiser son agression dans la région d'El Guerguerat, laquelle constitue une violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu, voire la raison directe du déclenchement des affrontements armés, après 16 ans de guerre et 6 ans de négociations, au cours desquels le Maroc avait tout déployé pour parvenir à un accord de cessez-le-feu, en vertu duquel il s'est engagé à organiser un référendum d'autodétermination".

Le porte parole du Gouvernement sahraoui a souligné, que "les allégations du Chef du gouvernement marocain mettent à nu les actions et déclarations contradictoires de son pays, qui joue le rôle de la victime alors qu'il est le bourreau".

«Pis encore, le Maroc ose qualifier son attaque militaire du 13 novembre dernier

de non hostile", a-t-il déploré, ajoutant qu'"il ne s'agit là que de mensonges proférés par le Chef d'un gouvernement qui ne fait qu'appauvrir davantage le peuple marocain, en l'impliquant dans une guerre perdue d'avance qui n'engendrera que pertes, dettes, privation et ignorance".

"Le désengagement du Maroc des accords signés sous l'égide de l'ONU et de l'Organisation de l'Unité africaine (UA actuellement) renvoie le conflit au Sahara occidental à la case de départ", soutient le porte-parole sahraoui.

Le Gouvernement sahraoui impute l'entière responsabilité de cette situation à l'occupant marocain, appelant les parties qui le soutiennent depuis 30 ans, à l'obliger à se retirer des territoires de la RASD, étant la seule solution à même d'instaurer la paix dans la région, a-t-il soutenu.

BILAN DE CORONAVIRUS

953 nouveaux cas en Algérie

Le bilan des autorités sanitaires d'hier mardi 1er décembre, fait état d'un total de 84.152 contaminations au coronavirus (Covid-19).

Le porte-parole du Comité scientifique du suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, (Covid-19), dans notre pays, le Professeur Djamel Fourar, a rapporté 953 nouvelles contaminations, contre 978 cas enregistrés avant-hier.

Ainsi, depuis le début de la pandémie de la Covid-19, l'Algérie a enregistré un total de contaminations qui s'élève à 84.152 cas.

Rappelons que le bilan d'hier du ministère de la Santé a recensé un total de 53.809 patients rétablis, 2.431 victimes emportées par le virus et 83199 cas de contaminations.



ANCIEN ARCHEVÊQUE D'ALGER

Monseigneur Henri Teissier tire sa dernière révérence

L'ancien archevêque d'Alger, Monseigneur Henri Teissier, est décédé hier à Lyon (France) à l'âge de 91 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né le 21 juillet en 1929 à Lyon, Henri Teissier est un évêque catholique franco-algérien.

Ordonné prêtre pour le diocèse d'Alger en 1955, il est nommé Evêque d'Oran par le Pape Paul VI en 1972, avant de

devenir par la suite Archevêque Coadjuteur pour le Cardinal Duval à Alger depuis 1980, puis Archevêque d'Alger en 1988.

Profondément attaché à l'Algérie, dont il obtient la nationalité en 1966, il est attaché au dialogue inter-religieux.

Lors d'une Conférence-débat sur les religions monothéistes intitulée "Paix et tolérance", Mgr Teissier disait que le

terme "Salam" constitue l'un des fondements du christianisme, soulignant que l'Islam, le Christianisme et le Judaïsme sont certes trois religions différentes, mais ont une source et une finalité commune, à savoir le bonheur de l'humanité.

Le défunt qui a longtemps vécu à Tlemcen (Ouest d'Alger), sera inhumé en Algérie, selon les mêmes sources.